

## Médiation linguistique des savoirs agronomiques en milieu rural multilingue

### Partie II : Enquête complémentaire sur le volet « langues » du projet

#### 1. Introduction

##### 1.1. Contexte et justification du travail

Ce projet donne suite à la recommandation faite par le jury lors de l'octroi de la bourse CSRS-PNUD2 n° 11 (août-septembre 2012), de renforcer la participation suisse au projet «Médiation linguistique des savoirs agronomiques». La disponibilité du Pr. Remi Jolivet, professeur ordinaire de linguistique générale à l'Université de Lausanne, durant la période du présent projet, nous a permis de répondre à cette recommandation.

Les enquêtes menées auparavant, qui avaient abouti, lors de l'atelier des 14-15 septembre 2012, au consensus entre partenaires linguistiques et agronomiques sur la collaboration à rechercher et à la soumission d'un projet au Fonds National Suisse le 8 octobre 2012 (CSRS-PNUD2 n° 11, rapport détaillé, p. 14-15), avaient laissé de côté la question des langues elles-mêmes et de leur évolution dans le cadre d'une dynamique régionale, dont la prise en considération était pourtant à la base du projet commun. En effet, sur un multilinguisme de terroir caractérisé par la présence déjà ancienne de plusieurs langues dans la zone montagneuse de l'Ouest ivoirien, était venu se greffer, à la suite des événements récents et suite à *l'afflux massif de populations allogènes*, un agrégat de langues « nouvelles » qui d'une part avait changé la donne démo-linguistique et, de l'autre, avait déclenché une dynamique dont la gestion est manifestement, en contexte de l'oralité, un facteur majeur de cohésion sociale et donc du développement durable. Une vue d'ensemble de cette évolution en cours imposait, comme priorité incontournable et comme préalable à toute action commune du mode envisagé lors de l'atelier, un recensement des langues en présence, de leur fonctionnalité et de la gestion de cette ressource communicationnelle par les populations elles-mêmes.

##### 1.2. Objectifs

Voici les questions auxquelles le projet no 13 s'est proposé de répondre:

1. Dans le but d'une mise en valeur des langues comme la prévoit la feuille de route proposée par les partenaires, *quelles sont les langues utilisées dans l'espace régional dont il faudra tenir compte dans une perspective d'optimisation de l'accès aux connaissances pertinentes ?* Et dans quel ordre de priorité ? D'où la nécessité de mener deux enquêtes parallèles, d'une part sur le **multilinguisme** (la présence d'une pluralité de langues dans un même espace communicationnel physique) et de l'autre, sur le **plurilinguisme** (pluralité des langues comprises, parlées et utilisées par les populations ou les individus). Cette dernière enquête ne pourra être menée systématiquement qu'au travers d'une étude longitudinale au sein des populations concernées.
2. Vu la présence de grands groupes linguistiquement et culturellement hétérogènes dans un espace naguère occupé par des populations homogènes du point de vue de leur composition culturelle et linguistique, *quelles sont les rôles et fonctions assignées à ces différentes langues par*

*les populations elles-mêmes, en vue de la maîtrise du quotidien, de l'assurance d'une cohésion sociale transitoire, voire même d'une cohabitation durable?*

3. *Quelles stratégies proposer et promouvoir pour préparer le tournant vers un développement régional intégré – stratégies susceptibles de favoriser (i) un meilleur enracinement des connaissances au niveau des populations généralement peu alphabétisées (durabilité communicationnelle), (ii) le partage équitable de l'accès individuel et collectif aux acquis pour le développement de la région (durabilité sociale), (iii) la sauvegarde de l'environnement (durabilité écologique)? Quel rôle la réhabilitation du PNMS inscrite au programme du gouvernement (Parc National du Mont Sangbé), mais actuellement encore cause de dissension entre populations natives et allogènes, est-elle appelée à jouer comme facteur rassembleur ?*

## 2. Activités réalisées

### 2.1. Dynamique du multilinguisme : enquête sur l'axe Gouané-Yenggbéyalé

17-20 janvier : Voyage à Gouané (35 km à l'est de Biankouma)-Yenggbéyalé, avec, au passage

- visite du directeur de l'ANADER de **Biankouma**, responsable de l'encadrement agricole pour la région visitée (cantons Nao et Gbuata, à savoir la partie toura de la périphérie du Parc National du Mont Sangbé (PNMS)) ;
- escale à **Touoba**, interview avec le chef du village, les notables toura et des représentants des allogènes burkinabé ;
- 17-18 **Gouané** : interviews en groupes
  - anciens et délégués des CODIV (comités de développement intervillageois, chargés de l'organisation locale de la surveillance du PNMS) ;
  - femmes ;
  - jeunes.
- 18 **Ditomba** : avant-poste situé à la lisière du PNMS,
  - interview en groupe sous l'arbre de palabre ;
  - état du PNMS, avec *visite des lieux en compagnie des responsables locaux du CODIV* ;
  - visite d'une école supplétive (CP1, CP2)
- 18 **Loualéba** : village/lignage des propriétaires héréditaires du champ expérimental de Yenggbéyalé cédé à l'IITBLD ; visite de courtoisie.

19-20 **Yenggbéyalé** :

- interviews : hommes/ femmes
- visites des lieux (terrain expérimental. sources, fleuve, pont en construction)
- bilinguisme toura-yacouba en action au champ (groupe VPAY)

21-26 **Man** : Analyses et transcription. Préparation de l'atelier.

### 2.2. Séjour à Yenggbéyalé (18-20 janvier), site expérimental (voir Annexe 1)

La visite à Yenggbéyalé, étendue sur deux jours (deux nuitées), a permis à l'équipe d'enquête de se familiariser avec ce village-témoin et le projet agronomique dans le cadre expérimental de la culture du café, mais aussi, dans ce même cadre, d'observer le multilinguisme prototype pratiqué sur un terrain d'activités partagées des Yacouba (= Dan) et des Toura ; ces deux communautés parlent deux langues mandé proches l'une de l'autre – sans toutefois être mutuellement intelligibles – et vivent en symbiose au sein du village de Yenggbéyalé.

### 2.3. Activités de suivi à Man et à Abidjan

Le 25 janvier eut lieu un **Atelier d'une demi-journée** avec la participation de l'équipe de recherche, des structures partenaires (CNRA, UICAO, centre d'alphabétisation wobé, l'administration (S/P de Kpata, représentant le Préfet de Biankouma), entrepreneurs et paysans, média). Le condensé des interventions est disponible sur la page [www.toura.ch](http://www.toura.ch). (Actualités, Projets).

#### Conférences à l'Institut de Linguistique Appliquée (ILA) de l'Université Félix Houphouët Boigny:

29 janvier : Le nouveau multilinguisme dans l'Ouest montagneux de Côte d'Ivoire. Gestion par la population locale et enjeu majeur d'une relance. (T. Bearth, Gildas Bleu Gondo, R. Jolivet)

- Le plurilinguisme dans l'Ouest montagneux comme atout de développement et comme moyen de renforcement des transferts de savoirs. (Dr Alida Houméga, assistante à l'ILA)

30 janvier : Moyens informatiques au service du travail du linguiste: transcription, lexicographie, cartographie, traitement du texte. (R. Jolivet).

### 3. Aperçu des résultats du projet no 13

*La numérotation de cette partie correspond à celle des Objectifs (1.2).*

1. Il s'est avéré que la réponse à la question concernant les langues à retenir en priorité, notamment comme *langues communes ou intermédiaires*, pouvait varier non seulement d'une localité à l'autre, mais aussi d'un segment de population à l'autre (par ex. hommes adultes vs femmes vs jeunes). Ce n'est pas uniquement une question de compétence linguistique, car l'attitude envers une langue se confond souvent avec celle envers le groupe social ou ethnique qui la parle. Mais il est incontestable que la mise en valeur des langues devra inclure, outre les langues de terroir, au moins une langue intermédiaire. Sans préjuger des avis encore à prendre auprès des populations de tout bord, on fera remarquer que le *dioula*, étant établi dans la région comme langue d'échange commercial de longue date, s'offre en premier lieu pour ce rôle. Notons par ailleurs qu'en tout cas pour les femmes adultes majoritairement analphabètes, l'adoption du français comme langue intermédiaire (et à plus forte raison, comme langue d'intégration) semble être hors de question.
2. Parmi les fonctions attribuées aux différentes langues par les populations ou une partie d'entre elles, fonctions variables et parfois superposables, on peut distinguer : langues « maternelles », langues intra-groupe parlées dans les foyers et au sein des populations allogènes (moins homogènes linguistiquement que ce que leur désignation répandue comme « Mossi » laisse supposer !), langues intermédiaires utilisées principalement pour les échanges inter-groupes, les langues d'intégration possibles. Selon les localités, la répartition de l'usage de ces langues n'est pas le même. Ainsi à Gouané, les femmes toura disent ne pouvoir se servir que du dioula pour interagir avec les femmes nouvellement installées dans la région, à l'exclusion de toute autre langue y compris le français, alors que d'autres acteurs toura, surtout masculins, se servent en priorité du français, pour ne se rabattre sur le dioula qu'en dernier recours. Dans pratiquement tous les cas, la maîtrise soit de la langue de l'autre soit d'une langue intermédiaire, est partielle, limitée à certains domaines, sinon franchement rudimentaire. Un gage pour l'avenir est le fait confirmé partout où les chemins des uns des autres se croisent que (i) l'on s'efforce de saluer l'autre quel qu'il soit et que (ii) l'arène des jeux d'enfants est réservée à la langue du terroir: tous les enfants, quelle que soit leur origine ou la langue qu'ils parlent au foyer, apprennent à parler toura.
3. Sans préjuger aucunement des réponses possibles à des questions d'ordre politique et socioéconomique soulevées par l'afflux d'allogènes, on peut affirmer que, quelque soit cet avenir, il sera multilingue. Or, **la cohabitation des gens, aveuglement invoquée comme remède à tous les maux, restera lettre morte sans la parole partagée** ; or, celle-ci se greffe inévitablement sur les rapports de force entre les langues tels qu'ils sont perçus par les locuteurs eux-mêmes. La

communication étant le préalable de toute cohabitation, tout dépend, dans un contexte imprégné d'oralité, du *vouloir*, certes, mais aussi – question de compétence et d'apprentissage – du « *pouvoir se parler* ». Dans un village au moins (Touoba), des stratégies explicites ont été recensées, mises en œuvre par le conseil du village dans le but de faciliter la cohabitation et de prévenir ou gérer plus efficacement les conflits. Parmi ces stratégies figurent l'apprentissage mutuel des langues et l'institutionnalisation du recours à des personnes-relais bilingues.

#### 4. Conclusions et perspectives

Dans ce qui suit, nous retiendrons trois points de vue énoncés lors de l'Atelier du 25 janvier et à esquisser les contours d'une relance à laquelle ces points de vue pourront servir de repères. L'ensemble des interventions est accessible au travers du rapport détaillé du voyage sur le site [www.toura.ch/Français/Actualité](http://www.toura.ch/Français/Actualité).

##### 4.1. Le multilinguisme – risques et atouts (T. Bearth)

Face à une croissance exponentielle du multilinguisme, des espaces toujours caractérisés par l'oralité comme mode dominant de la communication, une démographie apparemment hors contrôle – que dire, que craindre, qu'espérer ? Contrairement à une opinion répandue, *ce n'est pas généralement le nombre des langues se partageant un espace donné, mais le partage de ressources limitées, disponibles dans ce même espace, qui risque de devenir source de conflits*. La nature de la ressource en lice peut varier. Si en Suisse, ou dans certaines régions de ce pays, c'est l'accès aux emplois, en Afrique rurale, c'est avant tout la terre. En contrepartie, le multilinguisme, une fois recensé, est un élément clé d'une recherche de résolution des conflits (sans ignorer celle du droit et sans qu'à son tour le droit fasse abstraction du fait linguistique), comme l'a clairement mis en évidence le parcours de l'axe Gouané-Yengbéyalé et l'attitude de la majorité des groupes que nous avons interviewés. Le grand atout de la région, tel que nous l'avons observé chez les Toura, est la volonté de communiquer, s'exprimant dans les salutations, les efforts consentis pour informer, les dispositions prises pour maintenir la paix sociale malgré et à travers les clivages linguistiques, et enfin la solidarité féminine par exemple lors des naissances. Le constat s'impose que, sauf revers de fortune, la Côte d'Ivoire dans cette partie de son territoire, pourra être citée comme modèle d'une volonté d'intégration à partir des conditions les plus adverses. La prudence s'impose toutefois, car il ne nous a pas été possible d'étendre l'enquête vers les communautés nouvellement installées.

##### 4.2. Les enjeux agronomiques et leur lien avec la linguistique

L'objet principal de l'intervention du **Dr Jules Zagbahi Kéli**, Directeur Régional du CNRA à Man, est de mettre en évidence *la complémentarité du projet de médiation linguistique et de celui de la promotion de l'Arabusta, celle-ci ayant été érigée récemment en priorité nationale et régionale. Pour le DR du CNRA, l'approche par les langues fait partie intégrante de ce concept de recherche. Appliquant la notion de **durabilité communicationnelle** au cas de la production agricole, il s'explique :* « L'hypothèse à vérifier est que, en faisant le transfert de nos technologies en langue locale, l'adoption sera aisée et le développement sera durable... En prenant le soin d'inculquer les bases de ces technologies-là aux populations locales, aux jeunes, aux femmes, tout le monde se sentira concerné et le projet durera. Voilà l'hypothèse qu'on veut vérifier. »

### 4.3. Le rôle de la recherche linguistique

Nouveau en Côte d'Ivoire, mais avec une longue expérience au Niger et en Algérie à son actif, le **prof. Remi Jolivet** de l'Université de Lausanne rappelle que les questions relatives au multilinguisme

- sont « toujours extrêmement délicates »
- ne sont jamais réductibles aux seules questions langagières
- ont été surtout étudiées dans le contexte des grandes villes, et très peu en milieu rural.

Il laisse à la réflexion des participants **trois questions de recherche** intéressant la région parcourue :

1. *Dynamique et prospection*: Pouvons-nous dès maintenant nous faire une idée de l'état stable vers lequel convergent ces différentes langues ? Scénarios possibles ?
2. Connaissons-nous suffisamment les *représentations* que les uns et les autres se font des langues, de la leur et de celles des autres, autant de celles du terroir que des véhiculaires ?
3. Quelle est l'image que les locuteurs se font de *la place de l'écrit* et, par conséquent, quelle devra être la stratégie à le développer pour compléter l'oral ?

#### ***Suivi et conditions d'une relance***

*Alors que le Fonds National Suisse de la Recherche Scientifique avait répondu favorablement à la soumission initiale faite dans le cadre des projets <[www.r4d.ch](http://www.r4d.ch)>, sur la base des résultats de CSRS-PNUD2-11, la demande définitive, soumise pour l'échéance du 25 avril 2013, n'a toutefois pas été retenue parmi les 11 propositions adoptées sur un total de 22, bien que l'importance du thème fut reconnue. Une relance sur la base d'une méthodologie intégrée est en cours.*

Toute relance – et c'est bien de cela qu'il s'agit dans les termes mêmes de nos interlocuteurs agronomes – doit partir d'un état des lieux et d'un acquis au niveau des populations; on ne rebondit pas du néant. Cette relance sera nécessairement tributaire d'une logique d'action orientée vers des buts réalistes et atteignables avec les ressources à la portée des cultivateurs et des

chercheurs associés au projet. En font partie, en amont de tout recours à l'écrit, les ressorts de l'oralité, envisagés non pas comme un handicap (« manque de connaissance du français », « absence de l'écrit »), mais comme un atout à valoriser pour une négociation thématiquement et socialement inclusive des options à retenir comme garantie non seulement de la compréhension des enjeux mais surtout de la crédibilité de ce qu'on dit avoir compris. Les options à considérer, pour que la relance soit effective, doivent en outre (i) être en phase avec les aspirations nationales, concrétisées dans la planification des instances gouvernementales compétentes, et (ii) prendre en compte les perspectives globales, à commencer par les exigences des marchés (certification !). Cela paraît beaucoup demander à des sociétés marquées par le souvenir et parfois la présence encore tangibles de symboles d'un essor régional ayant eu lieu avant la crise, mais court-circuité par cette dernière, des sociétés de surcroît qui sont désabusées par des années rivées sur le « mode survie » (Jean-Luc Billon).

Parmi les acquis permettant d'envisager la relance, nous en citerons les suivants :

- l'hypothèse de base, portant sur le lien entre la réduction de la dépendance communicationnelle et la qualité, la quantité et la soutenabilité de la production, hypothèse d'un intérêt reconnu dans le refus même du FNS :
- un cadre de coopération ivoirien que ce refus n'a pas pu ébranler dans sa détermination ;
- un site expérimental tripartite propice au croisement des regards, entre groupes définis par le genre et par l'appartenance ethnique, voir la provenance, aussi bien qu'au plan scientifique, à l'interaction entre disciplines sur un objet commun bien circonscrit (Annexe 1);
- un ancrage transdisciplinaire dans l'expérience et la mentalité d'une population qui a fait ses preuves par sa résilience face aux tendances antagonistes du terrain.

Remi Jolivet, Université de Lausanne



Enquête sur les langues



*Photo 3.* Groupe de femmes à Yengbéyalé (« groupe focus »)



*Photo 4.* Groupe de jeunes à Gouané. Échange sur immigration et sauvegarde de l'environnement.



*Photo 5.* Accueil (Yengbéyalé )



*Photo 6.* Se réveiller au village.



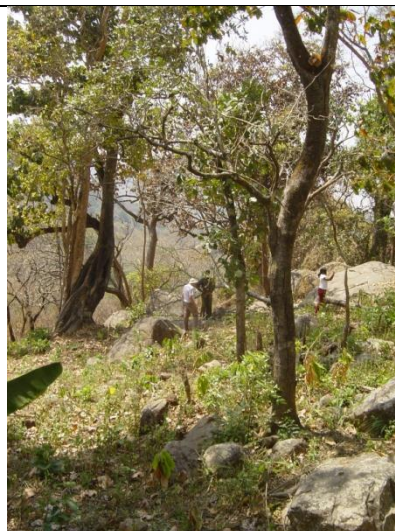
*Photo 7.* Yengbéyalé-terrain : la tête du professeur s'avère utile.



*Photo 8.* Y-terrain : Jeune plante de café après le paillage. (v. **Annexe 5**)



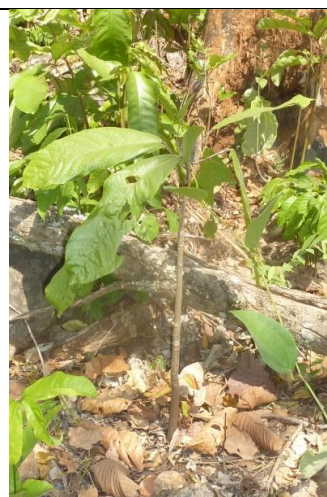
*Photo 9a. Borne*  
**Parc National du Mont Sangbé (PNMS)**  
voir Bearth & Baya (2010). *Cahiers*  
*Agriculture* 19/3, p. 220-226.  
DOI :10.1684/agr.2010.0400.



*Photo 10a*  
Plantation cacao dans le parc



*Photo 9b. PNMS : paysage.*



*Photo 10a/b. Plant cacaoyer*  
Voir **Annexe 6.**



*Photo 11. Un avenir commun*  
dans la diversité linguistique



*Photo 12. Arrivée de l'électricité*

Février 2022. (Permission Fiers  
d'êtré Toura

## Enquête sur les langues